

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU CALVADOS

COMMUNE DE OUISTREHAM

EXTRAIT DE LA
SEANCE DU 12 FEVRIER 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le lundi 12 février à 18h, le Conseil Municipal, légalement convoqué le 6 février, s'est réuni en séance ordinaire en l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Romain BAIL, maire de Ouistreham.

Etaient présents : Catherine LECHEVALLIER, Pascal CHRETIEN, Isabelle MÜLLER DE SCHONGOR, Robert PUJOL, Luc JAMMET, Matthieu BIGOT, maires adjoints,

Annick CHAPELIER, François PELLERIN, Patrick QUIVRIN, Josiane CLEMENT-LEFRANÇOIS, Thierry TOLOS, Béatrice PINON, Pascale DEUTSCH, Nadia AOUED, Paul BESOMBES, Jean-Pierre MENARD-TOMBETTE, Martial MAUGER, Amélie NAUDOT, Pascale SEGAUD CASTEX, Raphaël CHAUVOIS, Yves MESLÉ, Christophe NOURRY, Emmanuel TISON, Isabelle VILLEY DESMESERETS, Nicolas FRENOD, conseillers municipaux.

Absents excusés / pouvoirs (P) : Sabine MIRALLES (P. Mme MÜLLER de SCHONGOR), Sophie POLEYN (Mme LECHEVALLIER), Christophe GSELL.

Secrétaire de séance : M. BIGOT.

Police et libertés publiques

STATIONNEMENT ET FINANCES COMMUNALES – FORMALISATION DU REVERSEMENT DU FORFAIT DE POST-STATIONNEMENT (FPS) – SIGNATURE DE LA NOUVELLE CONVENTION INHERENTE A L'ENCAISSEMENT ET AU REVERSEMENT DU FPS A LA CU

DEL20240212_14

Présents : 26

Pouvoirs : 2

Abstentions :

Suffrages exprimés : 28

Pour : 22

Contre : 6

Annexe : - convention

Rapporteur : M. Pujol – VU en C° finances du 8/02/2024

Depuis le 1^{er} janvier 2018, date d'entrée en vigueur de la dépenalisation du stationnement payant, l'automobiliste s'expose à un forfait post-stationnement (FPS) en cas d'absence de paiement ou de paiement insuffisant du stationnement sur voirie.

Dans le cadre de l'article L.2333-87 du CGCT, le FPS doit désormais être reversé à la communauté urbaine au titre de sa compétence mobilité ; la Ville collecte l'ensemble des recettes issues du paiement des FPS, puis le reversement du produit des FPS à la Communauté Urbaine s'effectue "déduction faite des coûts relatifs à la mise en œuvre des forfaits post stationnement". Ces modalités de reversement ont été précisées par un décret en date du 20 mai 2015. Sont notamment pris en compte les coûts RH liés au contrôle du stationnement (rémunération et équipements des ASVP), les frais liés à la gestion par l'ANTAI (agence nationale du traitement automatisé des infractions), la gestion centralisée des FPS ou des RAPO (recours administratif préalable obligatoire) ou la mise à disposition de terminaux nomades (PDA).

La présente convention vise à en préciser la mise en œuvre et les conditions de partenariat entre la Ville et la Communauté Urbaine.

En conséquence, entendu l'exposé et après délibération, le CONSEIL MUNICIPAL, à la majorité avec 6 voix contre¹,

- ➡ **VALIDE** le principe du reversement du forfait post-stationnement dans les conditions précisées dans la convention jointe en annexe,
- ➡ **AUTORISE** le maire à signer la convention inhérente avec le Président de Caen la mer

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.

Extrait conforme aux registres des délibérations.

Le registre dûment signé,

LE MAIRE
Romain BAIL

Affichée le
Certifiée exécutoire le



¹ MM Chauvois, Meslé, Tison, Frenod et Nourry, et Mme Segaud Castex votent contre.